



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

11/06/2026

Regard sur le 54ème congrès de la CGT

Première partie, les bases erronées de l'analyse politique de la direction et du congrès

Revenons d'abord sur les bases de toute l'analyse complètement erronée du monde dans lequel nous vivons faite par la direction confédérale de la CGT, dans ses déclarations, ses rapports ou dans le document d'orientation, et massivement approuvée par le congrès. Elle s'appuie sur un manque total de repères de classe.

Une caractérisation de la France et du monde hors de la lutte des classes

L'impérialisme, ce grand absent

Nous avons eu l'occasion de le dire, comme d'autres, le mot « impérialisme » est très peu présent dans le document adopté par le 54^{ème} congrès de la CGT. Et ce n'est pas un hasard. **Les quelques caractérisations de la situation internationale font totalement l'impasse sur l'analyse du stade impérialiste du capitalisme, celui que nous vivons.** Nous sommes au stade impérialiste au sein duquel on ne distingue plus, comme avant, un capital industriel, un capital rentier, un capital bancaire, mais un concentré dans lequel chacun est actionnaire de tout, le Capital financier. Nous sommes au stade impérialiste, et dans celui-ci le marché est unique, c'est la planète, et pour gagner des parts de marché, plus que jamais, les multinationales ont recours à la guerre. Enfin, nous sommes au stade impérialiste dans lequel le bloc occidental voit sa domination ébranlée par un bloc rival mené par la Chine et la Russie. Ce stade est en voie d'achèvement depuis la fin de la seconde guerre mondiale et surtout depuis la fin de l'URSS, mais, il n'a en aucune manière changé de nature depuis 1945.

Au lieu de cela, la direction de la CGT nous parle d'une pseudo « internationale d'extrême-droite », mêlant des dirigeants politiques fondés de pouvoir de bourgeoisies capitalistes rivales, comme Trump et Poutine, ou encore mettant à égalité l'impérialisme occidental avec Trump et son prolongement organique, l'État colonial sioniste, avec Netanyahu, alors que ce dernier lui est subordonné. La secrétaire-générale de la CGT est même capable d'expliquer, dans son rapport au congrès, que les guerres actuelles seraient des « guerres de l'Internationale d'extrême-droite », alors qu'elles ne sont le produit d'aucune internationale inventée mais celui du système capitaliste, encore plus à son stade impérialiste. A aucun moment ne se pose la question de la recrudescence de ces guerres impérialistes directes ou par procuration depuis la fin de l'URSS et des pays socialistes. A aucun moment non plus ne se pose la question du rôle des puissances impérialistes d'Europe et de la supranationale et impérialiste UE dans les guerres impérialistes. Enfin, parler des guerres en général, permet d'occulter les différences de nature entre les guerres impérialistes, la guerre de libération nationale menée par la Résistance palestinienne et la guerre de défense de l'Iran contre l'agression impérialiste occidentale.

L'absence de vision de la classe dominante, nœud de la position erronée

Depuis deux ans au moins, la direction de la CGT a fait de la « lutte contre l'extrême-droite » sa priorité. Cela se fait, comme pour tout le reste, sans aucun élément d'analyse : personne ne sait, ce qu'est la définition de

l'extrême-droite selon la CGT, en quoi ce concept est différent du fascisme, ni surtout en quoi la Bourgeoisie capitaliste, dans la situation actuelle, aurait besoin d'un retour du fascisme des années 20/30/40, sous-entendu par toutes les allusions ou comparaisons entre la situation actuelle et celle de l'époque.

Mais surtout, cette opération scandée à cor et à cri a pour effet de mettre sous silence l'affrontement de classe essentiel entre la classe dominante et la classe exploitée, de remplacer, pour la CGT, comme ennemi la classe dominante capitaliste par le courant idéologique flou d'extrême-droite (ED). **Ce combat contre l'ED met de côté absolument toutes les références de classe et ne peut exister seulement s'il ne les nomme pas.**

Dans tout ce qui suit, nous trouverons des exemples concrets de l'absence de compréhension par la direction de la CGT du fonctionnement du système capitaliste et du rôle, en son sein, de la classe dominante. Qu'est-il si difficile à comprendre dans le concept de classe dominante ? La classe dominante domine, seule à dominer, elle ne passe d'alliance avec personne, en revanche, utilise tous les courants politiques à son service. C'est elle qui domine et utilise l'État capitaliste, décide des dirigeants politiques des États capitalistes, remplaçant X par Y, quand X est trop usé et détesté, et mettant Z en embuscade au cas où. Alors que le discours de la direction de la CGT donne à penser que les idées dominantes seraient le produit de « l'extrême-droite », il est essentiel de rappeler les propos de Marx dans *L'Idéologie allemande* : « *Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose en même temps, de ce fait, des moyens de la production intellectuelle, si bien qu'en général, elle exerce son pouvoir sur les idées de ceux à qui ces moyens font défaut. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants, elles sont ces rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante ; autrement dit, ce sont les idées de sa domination.* ».

Cette absence de prise en compte du fonctionnement du système entraîne, depuis des décennies, la CGT à remplacer la socialisation des moyens de production, l'expropriation des capitalistes par le soi-disant partage des richesses, exprimé dans ce document, dans la continuité des précédents. Là encore, c'est un leurre total. Lénine le disait déjà dans son pamphlet *À propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe* : « *Le capitalisme c'est la propriété privée des moyens de production et l'anarchie dans la production. Prêcher le partage "équitable" du revenu sur cette base, c'est du proudhonisme, du béotisme de petit bourgeois et de philistin [...] Y songer serait descendre au niveau d'un petit pope qui, tous les dimanches, prêche aux riches la grandeur du christianisme et leur recommande de donner aux pauvres...sinon quelques milliards, du moins quelques centaines de roubles par an.* ».

Une caractérisation sociale-démocrate classique : le primat de l'idéologie sur l'économie

L'explication première de l'analyse fautive de la CGT est la méconnaissance totale du primat des questions économiques. Prolongeant la citation de Marx, plus haut, les évolutions du système capitalistes, disons nous des États le composant ne sont pas dues à des positions idéologiques différentes ou divergentes, mais « aux rapports matériels dominants », et à la problématique permanente des capitalistes depuis l'existence du système: la baisse tendancielle du taux de profit. **C'est pour la compenser qu'on colonise, qu'on mène des guerres impérialistes, qu'on tape sur le travail vivant en rognant ou détruisant les acquis sociaux, c'est aussi pour la compenser que l'on met en place et fait grandir le racisme ou les autres moyens de la division internationale du travail.** Les soi-disant divergences idéologiques entre les tenants du Capital sont seulement du vernis destiné à faire croire au peuple que Y succédant à X serait de nature différente. Comme le dit Engels dans *L'origine de la Famille, de la propriété privée et de l'État* : « *Et enfin, la classe possédante règne directement au moyen du suffrage universel. Tant que la classe opprimée, c'est-à-dire, en l'occurrence, le prolétariat, ne sera pas encore assez mûr pour se libérer lui-même, il considérera dans sa majorité le régime social existant comme le seul possible et formera, politiquement parlant, la queue de la classe capitaliste, son aile gauche extrême.* ».

Au lieu de voir cette domination, de voir que ce sont des causes économiques motivant les actions que le Capital délègue à ses mandants, la direction de la CGT nous explique: « *Nous passons du capitalisme néolibéral qui visait à mettre les États à son service, au capitalisme libertarien qui veut détruire l'État et supprimer toutes les règles. Son objectif est clair : remplacer le droit par la loi du plus fort.* » ; ou encore nous parle d'une alliance entre une frange de la classe dominante et l'extrême-droite. Dernière en date de ces billevesées, cette citation de Sophie Binet dans une interview à *L'Humanité* en date du 8 juin dernier « *Le RN a besoin du Capital pour arriver au pouvoir* » où l'inversion atteint son paroxysme.

Depuis la fin des années 80, des « penseurs » de gauche ont utilisé les concepts de libéralisme ou de néolibéralisme afin de remplacer la mention du capitalisme, contribuant à remettre en selle cette vieille idée sociale-démocrate que les questions idéologiques seraient premières. La direction de la CGT, ce n'est pas surprenant, dont le rapport aux concepts de la lutte des classes semble fort ténu, nous ressorte cette bouillie. On y lit l'incompréhension totale que les dirigeants actuels de la CGT ont du fonctionnement, non seulement du système capitaliste, mais de la société de classe en général. Nous l'avons rappelé, la classe dominante bourgeoise utilise tous les courants politiques à son service ; quand la droite et la gauche sont usées, elle sort du chapeau Macron, issu de la gauche et rassemblant aussi à droite, et lorsque les Macronistes sont usés, il lui reste le RN ou la FI. **Dans la société capitaliste, les courants idéologiques sont toujours subordonnés à la classe ou la frange de classe qu'ils représentent. L'extrême droite n'est pas une alliée du Capital, c'est un de ses instruments.**

En France, la démocratie et la République plutôt que la puissance impérialiste

Ce qui caractérise la conception qu'a la direction de la CGT de notre État capitaliste tourne autour des mots « démocratie » et « République », pris, comme des valeurs universelles occidentales. Même si ce n'est pas dit, on sent l'héritage de toute une partie du roman national inventé par la troisième République et repris et amplifié aujourd'hui par la majorité de la « gauche » mettant pourtant son point d'honneur à critiquer ce « roman national » version troisième République. Cet héritage ce sont les « Lumières » de Voltaire, les droits humains, comme ils disent aujourd'hui. Le premier aspect de cette mise en musique de l'héritage est de croire, dur comme fer, que la France est une démocratie, au sens littéral du terme, sans aucune critique du mot, ni par exemple de sa version athénienne, pris comme la valeur phare, objective, dans un monde considéré hors de la lutte des classes. Les deux sont liés, **ce concept de démocratie ne tient pas dix secondes si on le confronte à l'histoire de la lutte des classes.**

Cela amène la CGT à se faire le chantre de la « démocratie », sorte de mythe métaphysique comme quoi les capitalistes auraient promu avant d'aujourd'hui, la mettre de côté. Le rapport au congrès de la secrétaire-générale est absolument clair à ce sujet : « *Pour le capital, la démocratie est maintenant un problème.* ». La direction de la CGT porte le discours dominant tentant de nous faire assimiler capitalisme et démocratie au sens réel du terme. **Or, la démocratie bourgeoise, forme politique la plus fréquente des États capitalistes, n'a rien à voir et n'a jamais rien eu à voir avec la démocratie réelle. C'est le creuset de la domination de la classe capitaliste, de la société de l'exploitation de l'Homme par l'Homme.** Si la démocratie est un problème maintenant pour le Capital, il ne l'était pas avant et donc, le rapport de la direction de la CGT nous dit : il y a eu des formes d'exploitation qui étaient... démocratiques ! On marche sur la tête. Associer la démocratie réelle au système capitaliste, sous prétexte qu'il permet un suffrage universel mythifié alors que la classe bourgeoise décide du résultat des élections, est non seulement une erreur, mais un choix de soutenir le Capital. Là encore, il est temps de faire référence à Lénine dans *L'État et la Révolution* : « *La république démocratique est la meilleure enveloppe politique possible du capitalisme ; aussi bien le Capital, après s'être emparé (par l'entremise des démocrates bourgeois, petits bourgeois ou "socialistes") de cette enveloppe la meilleure, assoit son pouvoir si solidement, si sûrement, qu'il n'est pas de changement de personnes, d'institutions, ou de partis dans la république démocratique bourgeoise, qui puisse ébranler ce pouvoir.* ».

Il en est de même avec le concept de l'idéologie dominante de contre-pouvoir, utilisé dans le document d'orientation pour désigner la presse dans un temps récent mais ancien, mythifié. « *La liberté de la presse est la liberté que les capitalistes ont d'acheter des journaux et des journalistes dans l'intérêt de créer une opinion publique favorable à la bourgeoisie.* », disait Karl Marx. La démocratie bourgeoise n'a jamais été démocratique, de la même manière la presse n'a jamais incarné un contre-pouvoir, cette idée fait partie de la doxa de l'idéologie dominante. Là encore, l'obsession de la lutte contre « l'extrême-droite » entraîne la CGT dans la seule critique de certains capitalistes possesseurs de media, Bolloré et Stérin, épargnant les autres. Ils ne sont pas attaqués comme capitalistes, sinon, la CGT attaquerait aussi les Bouygues, Saadé ou encore Pigasse, mais parce qu'ils impriment une certaine idéologie. Si tous les media privés parlaient comme Radio Nova ou même LCI, la CGT n'en formulerait aucune critique et ne réclamerait pas une législation anti-concentration. Tout ceci se vérifie quand on examine l'ouvrage de défense et illustration du « service public de l'audiovisuel » auxquelles se livre la CGT. **Le service public de l'audiovisuel est un service de l'État, avec ce que cela comporte de servitude et de rôle idéologique ; quant à la presse écrite, elle est tenue par ce même État, la subventionnant largement.** Mais, la direction de la CGT, faisant fi de la nature de l'État capitaliste, nous dit, dans le document d'orientation : « *La CGT défend l'audiovisuel public, son indépendance et son renforcement face aux attaques, visant à sa disparition ou sa privatisation, menées par la droite, macroniste ou non, et surtout par l'extrême droite.* ». Cette

phrase est truffée d'erreurs. Le service public de l'audiovisuel n'est pas et n'a jamais été indépendant. Il est « la voix de son maître », c'est-à-dire celle de l'État et de la classe dominante. Il peut sembler étrange qu'au moins le traitement de la question palestinienne depuis deux ans et demi par l'audiovisuel public n'ait pas mis la puce à l'oreille des congressistes ayant adopté ce texte. A longueur de journée on a eu un mélange de silence total sur le génocide et discours reprenant la propagande colonialiste sioniste, mâtiné d'invitation de dirigeants sionistes de l'État colonial ou associations le servant en France. La question est simple : est-ce cela les valeurs républicaines du service public indépendant défendu par la CGT ? On ne peut d'ailleurs évoquer ce sujet sans faire un crochet par le rôle particulièrement en pointe joué par France Info, à certains égards pire défenseur de l'État colonial sioniste que CNews et peut-être même LCI.

Enfin, la défense de l'État bourgeois, couplée à la lutte contre l'extrême-droite est le meilleur véhicule de la négation de la lutte des classes. Dans son rapport au congrès, Sophie Binet dit ceci : « *Le Rassemblement National n'est pas un parti comme les autres. Il remet en cause les fondements mêmes de notre République : l'égalité, le droit du sol, les libertés, l'État de droit.* », comme si la République impérialiste française avait jamais permis la liberté et l'égalité. Dans ces temps où il est de bon ton de faire un parallèle entre ce que nous vivons et les années 30 en Europe, il est intéressant de noter l'utilisation du possessif « notre » devant République. Qui est ce nous à qui appartient la fameuse République ? C'est un « nous » mythique au-delà des classes. Au lieu de remplacer les classes sociales par le concept faux de « les Français » ou la « France » comme le fait le RN (et Retailleau et Attal), on le remplace par le concept tout aussi faux de « la République ». Les deux utilisations servent un même but : empêcher la compréhension de la division de la société en classes antagoniques. **La direction de la CGT utilise, au même titre que les ultra-réactionnaires, des concepts corporatistes, au sens que le mot avait du temps du fascisme des années 20/30/40 : l'union par-delà les classes ; que ce soit fait au nom d'une mythique République, plutôt qu'au nom du racisme ne change rien à l'affaire.**

Une vision erronée de la situation internationale, teintée de colonialisme

La défense de la « République », autant dire de l'impérialisme français, se nourrit aussi de l'absence de critique sur son rôle dans le monde et, parallèlement, sur celui de l'Union européenne, notamment dans le contexte de montée des guerres impérialistes et de risques accrus du fait des agissements des deux puissances impérialistes accolées, la France et l'UE. Le rôle oppresseur spécifique de l'UE est, bien sûr, totalement passé sous silence par la direction de la CGT et, là encore, ce n'est pas nouveau. Impossible de dire que les multinationales occidentales ont trouvé, avec l'UE, un moyen plus efficace que les États-nations de surexploiter les prolétaires et de finir de casser les acquis sociaux. Impossible de dire qu'elle est partie prenante, au premier chef, de la guerre impérialiste en Ukraine. Impossible de dire qu'elle ne condamne pas la sacralisation des leaders ukro-nazis de la seconde guerre mondiale, Bandera et désormais Melnyk. **D'ailleurs, la CGT elle-même, à notre connaissance, n'a jamais condamné les actes des nazis en Ukraine, pas même la consécration posthume du pogromiste Melnyk. La CGT s'en tient à la même vision simpliste de la guerre en Ukraine développée par l'idéologie dominante, voyant un unique agresseur, la Russie et non une confrontation intra-impérialiste pour les richesses du sol ukrainien.**

Quant au rôle de la France et de l'UE au sein du bloc impérialiste occidental, en soutien au génocide de Gaza et à l'État colonial sioniste, création et créature du même bloc impérialiste, il n'en est absolument pas question. La France est d'ailleurs considérée uniquement comme une ancienne puissance coloniale (sauf en Kanaky) dans le discours de la secrétaire-générale aux délégations étrangères, au moment où la gauche veut priver les Guyanais de leur revendication de forer du pétrole, cela sent bon le sable chaud. C'est le pendant de nos écrits plus haut sur l'héritage des « Lumières » de Voltaire, le côté colonialiste au nom de la civilisation, ici de la « démocratie » fait qu'on ne peut absolument pas condamner l'existence de l'entité coloniale sioniste, mais seulement « Netanyahu d'extrême-droite ».

Pourtant, c'est bien sur la question palestinienne que l'orientation de la CGT révèle le plus sa signification pro-impérialiste et pro-colonialiste. La situation coloniale et le génocide en Palestine, sont quasiment occultés par la CGT et ce n'est ni la séance du congrès du mardi 2 juin, intitulée « l'internationale ouvrière contre l'extrême-droite », ni celle du dimanche 31 mai, en conclusion de l'accueil des délégations étrangères y changeront quelque chose, la Palestine n'ayant été vaguement traitée le dimanche 31 seulement, et comme une « guerre » parmi des tas d'autres, niant ainsi, de fait, son caractère de guerre coloniale et de guerre de libération nationale. Parler de la situation coloniale en Palestine obligerait bien sûr évoquer le rôle de l'impérialisme occidental (et pas seulement US) dans la colonisation de la Palestine et le soutien à l'entité coloniale sioniste. Cela abattrait d'un coup tout le récit truqué de « l'internationale d'extrême-droite », obligeant à mettre en avant

les questions économiques, le prolongement organique, le contrôle du pétrole, l'État tampon au Proche Orient, toutes choses prouvant que si quelque chose peut ressembler à une « internationale », c'est le bloc impérialiste occidental. Et là, patatras ! Tout le château de cartes s'effondre.

La notion même de peuple colonisé est évoquée du bout des lèvres par le discours de la secrétaire-générale et quasiment absente des débats du congrès. Ne parlons pas du concept de colonisation de substitution, propre aux sionistes ! C'est une image parfaite de l'aggiornamento de la CGT. **Il n'existe aucune analyse historique, ni économique de ce qui se passe en Palestine, aucune perception de la singularité du combat de libération nationale, aucun début de mise en cause du sionisme, encore moins de l'État colonial sioniste, seulement de Netanyahu.** Cela passe et c'est d'autant plus creux, par une rodomontade totalement inepte dans le discours de Sophie Binet aux délégations étrangères : « *Nous ne laisserons pas Netanyahou, commettre son génocide. Il doit être sanctionné !* ». Comme si le génocide n'avait pas déjà eu lieu ! Comme s'il n'était le fait uniquement de Netanyahu et pas des sionistes en général ! Quant aux exigences, elles sont claires, ce n'est pas la libération de la Palestine, ni la fin de la colonisation, même pas le cessez-le-feu, mais le jugement de « Netanyahu d'extrême-droite » par les tribunaux impérialistes, bien sûr, pas par le peuple palestinien. **Bref, la CGT enterre la question palestinienne, refusant d'évoquer ce point du globe où la guerre n'est pas impérialiste, où la Résistance combat le même ennemi que nous, et il ne s'appelle pas « l'extrême-droite », mais l'impérialisme occidental.** Par là même, elle enterre son passé anticolonial, la notion même de solidarité entre les travailleurs évoquée fallacieusement. Et, à ce moment, nous pouvons écrire la CGT, car cette absence tant dans l'allocution aux délégations étrangères que dans le rapport d'actualité n'a suscité aucune colère, aucune remarque même, ni dans le congrès, ni ailleurs dans l'organisation.

En conclusion

Tous ces éléments d'une analyse globale erronée sont désormais ceux d'une grande majorité de la CGT, puisque le bilan d'activité a été approuvé par 81 % des Exprimés et le document d'orientation par 75 %. La direction, cela l'indique, s'appuie désormais sur une sorte de matelas confortable : l'accord ou tout au moins l'indifférence au sujet des questions d'analyse du stade impérialiste de la société capitaliste de la grande majorité des cadres des syndicats et des structures de l'organisation. Cela a des conséquences évidentes sur l'orientation catastrophique déclinée avant, pendant et à l'issue de ce congrès. Et cela appelle un constat sans appel : les militants de la CGT, formés par la CGT, sont dans leur majorité ignorants ou indifférents à la grille de lecture de la lutte des classes. C'est très inquiétant pour l'avenir du syndicalisme de lutte des classes, et du mouvement ouvrier en général. Le Parti Révolutionnaire Communistes estime que cet élément majeur doit être pris en compte dans le travail de reconstruction d'un parti révolutionnaire en France et la lutte pour un syndicalisme de classe.